

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 12/02/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERVAUTO

3 Rue de Montaigu
Le Petit Jard
77 240 Vert-Saint-Denis

Références : E4/26 02.69
Code AIOT : 0006519074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement SERVAUTO implanté 3 Rue de Montaigu - Le Petit Jard, 77240 Vert-Saint-Denis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERVAUTO
- 3 Rue de Montaigu - Le Petit Jard, 77240 Vert-Saint-Denis
- Code AIOT : 0006519074
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERVAUTO bénéficie d'un récépissé de déclaration n°10022 en date du 19 mai 1976 pour l'exploitation d'activités de garage de véhicules automobiles avec atelier de réparation sis 3 Rue de Montaigu - Le Petit Jard à Vert-Saint-Denis (77240) (parcelle 313 qui correspond aux parcelles actuelles C 313 et C 468).

Ces installations étaient visées par les rubriques :

- 206-1-a : garage de véhicules automobiles inférieure à 5 000 m² (350 m² sous couvert et 600 m² en plein air),
- 119-2 : travail de la tôle sans outil mécanique à percussions,
- 33 bis : compression de gaz incombustible,
- 405-B-1-b : application par pulvérisation de peintures, quantité utilisée journalièrement étant inférieure ou égale à 25 litres,
- 406-1-a : séchage des peintures,
- 254-A-1-c : dépôt de liquides inflammables de la première catégorie, la quantité emmagasinée étant supérieure à 200 litres, mais inférieure ou égale à 2 000 litres (5 m³ d'essence et 50 litres de peinture),

de l'ancienne nomenclature des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Absence de notification d'arrêt définitif d'une ICPE	Code de l'environnement article R.512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette installation est considérée comme ne relevant plus de la législation des ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Absence de notification d'arrêt définitif d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à

ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Le silence gardé par le préfet pendant deux mois à compter de la réception de cette information vaut acceptation des conditions de la cessation d'activité, qui est alors réputée achevée au terme de ce délai.

V. - Une cessation d'activité réputée achevée ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article R. 512-66-2.

VI. - Par dérogation aux dispositions du I à V du présent article, l'exploitant procède à la cessation d'activité de ses installations classées soumises à déclaration en se référant aux dispositions des articles R. 512-39 à R. 512-39-6, lorsque cette cessation s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité de l'ensemble d'un site également constitué d'installations classées dont l'autorisation environnementale tient lieu de récépissé de déclaration au sens du 7° du I de l'article L. 181-2.

Constats :

La société SERVAUTO bénéficie d'un récépissé de déclaration n°10022 en date du 19 mai 1976 pour l'exploitation d'activités de garage de véhicules automobiles avec atelier de réparation sis 3 Rue de Montaigu - Le Petit Jard à Vert-Saint-Denis (77240) (parcelle 313).

Ces installations étaient visées par les rubriques :

- 206-1-a : garage de véhicules automobiles inférieure à 5 000 m²,
- 119-2 : travail de la tôle sans outil mécanique à percutions,
- 33 bis : compression de gaz incombustible,
- 405-B-1-b : application par pulvérisation de peintures, quantité utilisée journalièrement étant inférieure ou égale à 25 litres,
- 406-1-a : séchage des peintures,
- 254-A-1-c : dépôt de liquides inflammables de la première catégorie, la quantité emmagasinée étant supérieure à 200 litres, mais inférieure ou égale à 2 000 litres,

de l'ancienne nomenclature des ICPE.

L'inspection des installations classées ne dispose d'aucune information relative à l'évolution de cet établissement : absence d'information sur la mise en service du site, absence de déclaration de bénéfice d'antériorité, aucune demande de modification de ces installations depuis 1976. Il n'a pas été retrouvé d'existence juridique de cette société.

La visite de ce jour a permis de constater que la société SERVAUTO n'exploite plus le bâtiment. Le site correspond actuellement à des habitations.

Aucune déclaration de cessation d'activité n'a été transmise par la société SERVAUTO à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, contrairement aux dispositions prévues par la réglementation. Les conditions de la mise en sécurité du site et de son éventuelle remise en état n'ont pas fait l'objet des démarches prévues par le code de l'environnement.

Au regard de ces constats, cette installation est considérée comme ne relevant plus de la législation des ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite